



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
SUD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **Lutte contre les pollutions marines sur le littoral de la zone de défense et de sécurité Sud**

## **Prestations de traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures**

### **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

*Commun aux lots 1 à 3*

**Numéro de consultation :** Marché DREALPACA-26-002

**Procédure de passation :** Appel d'offre ouvert – Procédure formalisée

# Table des matières

ARTICLE 1. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE.....	4
1.1. Acheteur.....	4
1.2. Préambule – Contexte.....	4
1.3. Caractéristiques principales de l'accord-cadre.....	4
1.3.1. Objet de l'accord-cadre.....	4
1.3.2. Périmètre de l'accord-cadre.....	5
1.3.3. Allotissement.....	5
1.3.4. Forme et étendue de l'accord-cadre.....	5
1.3.5. Durée de l'accord-cadre.....	6
1.3.6. Lieux d'exécution.....	6
1.3.7. Documents contractuels.....	6
1.3.8. Marchés de prestations similaires.....	7
1.3.9. Régime financier.....	7
1.3.10. Pilotage.....	8
1.3.11. Notification des informations.....	8
1.3.12. Langue.....	9
1.3.13. Modification de l'accord-cadre.....	9
1.3.14. Résiliation de l'accord-cadre.....	10
1.3.15. Exécution aux frais et risques du titulaire.....	10
1.3.16. Litiges et contentieux.....	10
ARTICLE 2. MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS.....	10
2.1. Modalités de passation des marchés subséquents.....	10
2.2. Obligation de réponse.....	12
ARTICLE 3. CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX MARCHES SUBSÉQUENTS.....	12
3.1. Forme des marchés subséquents.....	12
3.2. Fractionnement des prestations.....	12
3.3. Durée des marchés subséquents.....	12
3.4. Pièces constitutives des marchés subséquents.....	12
3.5. Conditions d'exécution.....	13
3.5.1. Remplacement des intervenants.....	13
3.5.2. Passation des commandes.....	13
3.6. Modalités financières.....	14
3.6.1. Prix des marchés subséquents.....	15
3.6.2. Répartition des paiements.....	15
3.6.3. Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	15
3.6.4. Intérêts moratoires.....	15
3.6.5. Modalités de facturation.....	15
ARTICLE 4. CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES A L'ACCORD-CADRE ET AUX MARCHES SUBSÉQUENTS....	17
4.1. Les exigences relatives aux prestations.....	17
4.2. Obligations du titulaire.....	17
4.2.1. Obligation de conseil.....	17
4.2.2. Obligation d'information.....	18
4.2.3. Confidentialité et secret des affaires.....	18
4.2.4. Responsabilité du titulaire.....	19
4.3. Considérations sociales.....	19
4.4. Considérations environnementales.....	19
4.5. Pénalités.....	20
4.5.1. Pénalités de retard.....	20
4.5.2. Pénalités diverses.....	21
4.5.3. Plafonnement des pénalités.....	21
4.5.4. Seuil d'exonération des pénalités.....	21
4.6. Sous-traitance.....	21
4.7. Assurances.....	22
4.8. Autres obligations administratives.....	23

4.9. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	23
4.10. Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	26
4.11. Avances.....	27
ARTICLE 5. DÉROGATIONS AU CCAG.....	28

# ARTICLE 1. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

## 1.1. Acheteur

Le présent accord-cadre est porté par :

La Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Provence-Alpes Côte d'Azur (DREAL PACA).

16 rue Zattara  
CS 70248  
13 331 MARSEILLE Cedex 3

Siret : 11000201100044

Elle est représentée par Monsieur Sébastien FOREST, le **Directeur de la DREAL PACA**, ou son représentant.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud.

## 1.2. Préambule – Contexte

Les plans POLMAR (POLLution MARitime) constituent des plans d'intervention spécialisés, applicables en cas de pollution maritime accidentelle par hydrocarbures (ou autre produit chimique). Ils permettent la mobilisation et la coordination de moyens de lutte :

- Le dispositif POLMAR/Mer est de la responsabilité des préfets maritimes et a trait aux interventions en mer ;
- Le dispositif POLMAR/Terre est applicable sur la frange côtière et relève des préfets de département.

En cas de pollution majeure du littoral, il est nécessaire de faire appel à des entreprises privées. La consultation a pour but de procéder à l'anticipation de marchés publics couvrant les principaux besoins en matière de lutte contre une pollution accidentelle, afin de permettre une meilleure réactivité et un moindre recours à la réquisition.

S'agissant de la mobilisation des marchés POLMAR anticipés zonaux, la préfecture de département est chargée de l'expression de besoins et de la passation des marchés subséquents, la Préfecture de zone est chargée de la signature des marchés subséquents et de l'engagement des dépenses, conformément aux délégations de gestion en vigueur.

## 1.3. Caractéristiques principales de l'accord-cadre

### 1.3.1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet le traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les

pollutions par hydrocarbures.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Code CPV de la consultation : 90741200-5 Services de lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures ;

Le présent marché dénommé POLMAR 4 s'intègre dans une démarche globale de commande de prestations de chantiers de nettoyage du littoral et de gestion des déchets en cas de pollutions marines. Cette démarche est présentée en ANNEXE 2 du CCTP.

### **1.3.2. Périmètre de l'accord-cadre**

L'accord-cadre porte sur les départements du littoral méditerranéen des régions de l'Occitanie, de Provence-Côte d'Azur (PACA) et de Corse.

### **1.3.3. Allotissement**

Les prestations sont alloties par types de prestations et par région de la manière suivante :

N°	Intitulés des lots
1	Traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures – Occitanie
2	Traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures – PACA
3	Traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures – Corse

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

### **1.3.4. Forme et étendue de l'accord-cadre**

Les trois lots de l'accord-cadre sont multi-attributaires et s'exécutent par la conclusion de marchés subséquents mono-attributaire à bons de commande.

Pour chacun des lots, il est retenu, si possible, 3 titulaires.

L'accord-cadre est exécuté par la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles L.2125-1-1° et R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique.

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre. Ils seront attribués dans les conditions et modalités fixées à l'article 2 du présent CCAP.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum de 12 000 000 € HT, soit 14 400 000 € TTC conformément à l'article R.2162-4-2° du Code de la commande publique, réparti entre les lots :

N°	Intitulés des lots	Montant maximal HT	Montant maximal TTC
1	Traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures – Occitanie	4 000 000,00 €	4 800 000,00 €
2	Traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures – PACA	4 000 000,00 €	4 800 000,00 €
3	Traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures – Corse	4 000 000,00 €	4 800 000,00 €

Le présent accord-cadre pour chacun des lots cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

### **1.3.5. Durée de l'accord-cadre**

#### **1.3.5.1. Cadre général**

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 48 mois à compter de sa date de notification.

#### **1.3.5.2. Reconduction de l'accord-cadre**

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

#### **1.3.5.3. Fractionnement des prestations**

Sans objet.

### **1.3.6. Lieux d'exécution**

Les lieux d'exécution des prestations, objets de la consultation sont les départements du littoral méditerranéen de :

- La région Occitanie (Aude, Hérault, Gard, Pyrénées-Orientales) : lot 1 ;
- La région PACA (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes) : lot 2 ;
- La région Corse (Haute-Corse, Corse du Sud) : lot 3.

### **1.3.7. Documents contractuels**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement en un original intégralement complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société et son annexe ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) plafond complété, daté et signé par une personne habilitée à engager l'entreprise pour chacun des lots ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS) approuvé le 30 mars 2021 ;

- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

### **1.3.8. Marchés de prestations similaires**

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

### **1.3.9. Régime financier**

#### **1.3.9.1. Établissement des prix plafonds de l'accord-cadre**

Les prix unitaires sont détaillés dans le cadre du bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix du BPU sont des prix plafonds.

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. À ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS ;
- Le suivi contractuel et toutes les réunions auxquelles le titulaire est convié, qu'elles soient mentionnées ou non dans les documents contractuels.

#### **1.3.9.2. Révision des prix plafonds de l'accord-cadre**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire. Les prix du marché réputés pratiqués à la date de notification sont révisables trimestriellement.

##### **• Choix des index**

Les index sont publiés sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

##### **• Révision des prix**

Les prix de base sont révisés en hausse comme en baisse par application de la formule mentionnée ci-dessous :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875 (I_m/I_0)]$$

dans laquelle

*P = prix révisé*

*P<sub>0</sub> = prix fixé dans l'offre du titulaire*

*I<sub>0</sub> = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 section E) – Base 100 en décembre 2008 – Identifiant 001565187 – en vigueur au mois d'établissement des prix*

*I<sub>m</sub> = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 section E) – Base 100 en décembre 2008 – Identifiant 001565187 – à la date de la révision.*

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

### **1.3.9.1. Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

### **1.3.9.2. Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### **1.3.10. Pilotage**

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire.

À l'issue de chaque réunion, une fiche liaison technique est complétée. Les comptes-rendus sont rédigés par le titulaire. La gestion des actions soulevées lors de ces réunions est faite par le représentant du titulaire. Le prix de ces réunions est inclus dans le prix du marché.

## **1.3.11. Notification des informations**

### **1.3.11.1. Représentation de l'acheteur**

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

### **1.3.11.2. Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.



### **1.3.11.3. Échanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent également via le profil acheteur PLACE ou par adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché.

Lors des échanges par adresse électronique, le titulaire accuse réception des messages qui lui sont transmis. La date de l'accusé de réception vaut date de notification. À défaut, passé 2 jours ouvrables, le message transmis est considéré comme notifié.

### **1.3.12 Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

### **1.3.13. Modification de l'accord-cadre**

Toutes les modifications qui pourraient être apportées, par avenant, aux clauses du présent document s'appliquent aux marchés subséquents en cours.

L'acheteur se réserve le droit d'exclure le titulaire de l'accord-cadre des procédures de remise en concurrence organisées pour l'attribution de marchés subséquents dans les hypothèses suivantes :

- Mauvaise exécution ou défaillance dans le cadre de marchés subséquents ;
- En cas de résiliation d'un marché subséquent de l'accord cadre pour faute du titulaire, dans les cas visés à l'article 41 du CCAG-FCS.

L'exclusion de l'accord-cadre est alors prononcée par l'acheteur.

La décision d'exclusion est notifiée au titulaire de l'accord-cadre par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

La décision d'exclusion de l'accord cadre ne peut intervenir qu'après que le titulaire de l'accord-cadre ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de dix (10) jours ouvrés. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. L'exclusion d'un titulaire à l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité.

Conformément à l'article 23 du CCAG-FCS, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est autorisé.

### **1.3.14 Résiliation de l'accord-cadre**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

En plus des cas de résiliation prévus aux articles 40 à 42 du CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre, soit à l'égard d'un titulaire en particulier (résiliation individuelle) soit à l'égard de l'ensemble des titulaires, le cas échéant d'un lot, (résiliation collective).

- **Suite à une résiliation pour faute d'un marché**

L'acheteur peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation individuelle de l'accord-cadre à l'égard de tout titulaire dont un marché subséquent aurait été résilié pour faute par le service bénéficiaire.

- **Pour défaut de réponse aux consultations**

L'acheteur peut prononcer, sans indemnité, la résiliation de l'accord-cadre à l'égard de tout titulaire qui n'aurait pas répondu, à trois reprises et sans motivation préalable, à l'invitation à présenter une offre à un marché subséquent.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des marchés en cours d'exécution.

### **1.3.15. Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

### **1.3.16. Litiges et contentieux**

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif **de Marseille**.

## **ARTICLE 2. MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS**

### **21. Modalités de passation des marchés subséquents**

L'acheteur peut préalablement à la conclusion des marchés subséquents demander aux titulaires de l'accord-cadre de compléter leurs offres.

Pour chaque remise en concurrence, une lettre d'invitation à remettre une offre et les documents de la consultation sont transmis aux titulaires de l'accord-cadre.

Le marché subséquent est attribué au titulaire de l'accord-cadre présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution définis dans la lettre d'invitation.

Les modalités de remise des offres sont fixées dans la lettre d'invitation.

La lettre d'invitation précisera la zone géographique touchée, les caractéristiques du polluant et des déchets produits, ainsi que les éventuelles spécificités à prendre en compte et la date limite de réception des offres. Un dossier de consultation pourra être joint à cette lettre. Pendant

cette phase de consultation, les titulaires peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE)

: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Ils sont également invités à signaler les éventuelles anomalies, imprécisions, erreurs ou contradictions qu'il pourrait déceler dans la lettre d'invitation et le dossier de consultation le cas échéant, pour qu'elles puissent être rectifiées avant la clôture de la consultation. Les délais associés à ces questions – réponses seront précisés dans la lettre d'invitation.

L'offre du titulaire devra fournir un projet quantifié, en décrivant, notamment, les techniques de traitement, voire de prétraitement, des déchets, les moyens disponibles, la montée en puissance, un planning d'intervention prévisionnel et les prestations ainsi évaluées seront chiffrées.

Le marché subséquent est attribué au titulaire de l'accord-cadre présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution définis dans la lettre d'invitation, après classement des titulaires désignés dans l'accord cadre. Le cas échéant, un second titulaire pourra être désigné, voire les trois, si au regard de l'ampleur de la pollution notamment, un seul titulaire, ou même deux titulaires ne seraient pas en mesure de la traiter.

- **Critères d'attribution des marchés subséquents**

**Critère 1 « Valeur technique de l'offre » :**

La valeur technique est appréciée en attribuant une note sur 70 points. Cette valeur technique pourra être détaillée par sous-critères. Les sous-critères seront définis dans la lettre d'invitation. La notation de chaque sous-critère sera définie dans la lettre d'invitation.

D'une manière générale, des points sont accordés au regard de la pertinence des renseignements spécifiques et détails fournis par les soumissionnaires.

La NVT (note valeur technique globale) sera calculée en additionnant les notes obtenues pour chacun des sous-critères définis dans la lettre d'invitation.

**Critère 2 « Prix » :**

Le prix des prestations est évalué en totalisant les prix proposés par le candidat. Le critère prix sera jugé en attribuant une note sur 30 points.

La formule appliquée pour l'évaluation du critère prix est :

$$\text{Note} = (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre examinée}) \times \text{note maximale}$$

**Note finale :**

**Les 2 notes sont ensuite ajoutées pour obtenir une note globale sur 100.**

L'acheteur peut, préalablement à la conclusion des marchés subséquents, demander aux titulaires de l'accord-cadre de préciser leurs offres.

Après notification du marché subséquent, le titulaire du marché subséquent devra ensuite se conformer aux décisions prises par les autorités préfectorales, conseillées par les experts et la cellule environnementale.

## 2.2. Obligation de réponse

Le titulaire de l'accord-cadre a une obligation de réponse à l'ensemble des marchés subséquents.

Le titulaire de l'accord cadre qui ne souhaite pas soumettre d'offre informe et expose les motifs de sa décision à l'acheteur. Cette information doit parvenir, à l'acheteur, au plus tard **48 heures** avant la date limite de remise des offres. En cas de refus non-motivé ou dans le cas où cette information ne parviendrait pas dans le délai imparti, le titulaire de l'accord cadre sera considéré comme manquant à son obligation de réponse.

En cas de manquement à son obligation de réponse, l'acheteur se réserve le droit, à l'égard du titulaire de l'accord-cadre de résilier l'accord-cadre à l'égard de ce seul titulaire selon les modalités prévues au présent document.

En cas d'absence de réponse ou lorsqu'il n'a reçu que des réponses irrégulières, inacceptables ou inappropriées, l'acheteur se réserve le droit de conclure un marché public hors du présent accord-cadre.

## ARTICLE 3. CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX MARCHES SUBSÉQUENTS

### 3.1. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande.

### 3.2. Fractionnement des prestations

Sans objet.

### 3.3. Durée des marchés subséquents

La durée des marchés subséquents est indiquée dans la lettre d'invitation à concourir. Elle prend effet à compter de leur date de notification, sans pouvoir dépasser de plus de 6 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Le point de départ du délai d'exécution est la date de notification du marché subséquent, fixé dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

### 3.4. Pièces constitutives des marchés subséquents

Les pièces constitutives de chaque marché subséquent passé sur le fondement de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre ;
- L'acte d'engagement valant CCP du marché subséquent ;
- Les annexes à l'acte d'engagement :
  - L'annexe financière ;
  - Le cas échéant, les compléments aux termes de l'accord-cadre ;
  - Le mémoire technique du titulaire du marché subséquent.

### **3.5. Conditions d'exécution**

#### **3.5.1. Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai **48 heures** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

#### **3.5.2. Passation des commandes**

Les commandes sont passées par département.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Les bons de commande, qui déterminent la quantité des prestations demandées, sont émis sans négociation, ni remise en concurrence des titulaires.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande signés par une personne ayant reçu délégation dans les conditions prévues aux bordereaux des prix.

Les bons de commande seront transmis par voie électronique du lundi au samedi de 8 h à 18 h sauf jours fériés.

Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique du pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est fixée dans chaque bon de commande.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- Les coordonnées du bénéficiaire (SIRET, ...) ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- La désignation et la quantité des prestations commandées en référence au bordereau des prix unitaires ;
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- Le délai de préparation ;
- La date de commencement d'exécution du bon de commande ;
- Les conditions d'exécution, d'approvisionnement ou de mise en œuvre ;
- Les délais d'exécution de la prestation ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- L'adresse de facturation.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée.

L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par l'article 13 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché, l'exécution de la totalité des prestations définies suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 4 mois suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

### 3.6. Modalités financières

### **3.6.1. Prix des marchés subséquents**

Les prix des marchés subséquents sont inférieurs ou égaux aux prix plafonds de l'accord-cadre. Les prix des marchés subséquents et leurs formes sont indiqués dans les documents particuliers de chaque marché subséquent.

### **3.6.2. Répartition des paiements**

Les prestations font l'objet d'un règlement partiel définitif.

### **3.6.3. Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Le comptable public assignataire compétent est Madame la Directrice régionale des finances publiques.

### **3.6.4. Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **3.6.5. Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

### **3.6.5.1. Mentions obligatoires**

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- La référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique) ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

### **3.6.1.1. Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### **3.6.1.2. Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

**1) Mode portail :** Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;



- Saisir directement ses factures.

**2) Mode service ou API** (Application Programming Interface) Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

### **3) Mode EDI** (Échange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

**Préalables techniques et réglementaires** : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

## **ARTICLE 4. CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES A L'ACCORD-CADRE ET AUX MARCHES SUBSÉQUENTS**

### **4.1. Les exigences relatives aux prestations**

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

En application de l'obligation d'acquisition de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire s'engage à fournir les produits, objets de l'accord-cadre, dans le respect des proportions indiquées par l'acheteur dans le CCTP.

### **4.2. Obligations du titulaire**

#### **4.2.1. Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de **dérèglements, dysfonctionnements, dangers, atteintes à la réglementation**, potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

#### **4.2.2. Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

#### **4.2.3. Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 000 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en

précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

#### **4.2.4. Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

### **4.3. Considérations sociales**

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

### **4.4. Considérations environnementales**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, pour l'ensemble des prestations prévues au marché, les exigences environnementales suivantes :

- Privilégier l'emploi de produits non toxiques, biodégradables, à faible écotoxicité ;
- Garantir une traçabilité des déchets reçus jusqu'à la valorisation ou élimination, et des moyens de traitement mis en œuvre (compte rendu technique synthétique transmis à l'acheteur).

À partir du diagnostic déchets l'entreprise validera ou à défaut identifiera pour chaque type de déchet les différentes possibilités de traitement. Si le réemploi n'est pas envisageable, la solution retenue devra tenir compte de la hiérarchie des modes de traitement :

- 1. La préparation en vue de la réutilisation
- 2. Le recyclage
- 3. Toute autre valorisation notamment la valorisation énergétique
- 4. L'élimination.

L'enjeu environnemental est de limiter au maximum l'élimination des déchets. Aussi, tout recours à ce mode de traitement devra faire l'objet d'une justification argumentée de la part de l'entreprise à l'occasion d'un bilan en fin de chantier.

- Garantir le traitement des déchets dans des filières agréées ;
- Le contenu des bordereaux de suivi des déchets doit respecter les exigences réglementaires en vigueur et, par extension, les mêmes mentions pour les déchets non dangereux (nature, quantité, origine, destinataire, etc.) ;
- Les bordereaux de suivi des déchets doivent être transmis à l'acheteur sous format numérique et/ou papier dans un délai maximal de 5 jours ouvrés après l'évacuation des déchets ;

- L'entreprise doit tenir à jour un registre chronologique des déchets, recoupant les données des bordereaux de suivi des déchets pour toutes les catégories de déchets (dangereux, non dangereux inertes et non inertes), qu'il devra transmettre sur simple demande l'acheteur.

Le non-respect de ces engagements pourra entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 4.5.5.2 du CCAP.

## 4.5. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les modalités d'application des pénalités sont indiquées dans les documents particuliers de chaque marché subséquent.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

### 4.5.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

*P = le montant de la pénalité en EUR HT*

*R = nombre de jours calendaires de retard*

*V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.*

#### **4.5.2. Pénalités diverses**

Pour l'ensemble des pénalités énumérées ci-après, le titulaire (mandataire en cas de groupement) et l'entreprise responsable pourront se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un défaut par l'acheteur ou son représentant.

##### **4.5.2.1. Pénalité pour travail dissimulé**

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité journalière d'un montant de 500 € pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités imposées par les articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

A défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le RPA se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

##### **4.5.2.2. Pénalités pour non-respect de la clause environnementale**

En cas de non-respect des dispositions du point 4.4 du présent CCAP, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par infraction constatée.

Le registre pourra être comparé à la somme des quantités indiquées dans les bordereaux de suivi. En cas de différence, une pénalité sera appliquée, égale à :

- 16 €/tonne de déchets non dangereux inertes ;
- 80 €/tonne de déchets non dangereux non inertes ;
- 500 €/tonne de déchets dangereux.

Durant le chantier, le retard de remplissage du registre chronologique déchets pourra faire l'objet d'une pénalité de 0,05 % par jour de retard.

#### **4.5.3. Plafonnement des pénalités**

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

#### **4.5.4. Seuil d'exonération des pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **4.6. Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 transmis, à compléter.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser

par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement. Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

## 4.7. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur

indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire. Chaque

marché subséquent précise le montant de garantie exigé.

#### **4.8. Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire, **sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement**, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

#### **4.9. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire

déclaré en application des dispositions du Code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

- **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

- **Suspension à l'initiative de l'acheteur**

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.



En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

#### • **Prolongation du délai d'exécution des prestations**

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

#### • **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre, le cas échéant les marchés subséquents, du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre, le cas échéant les marchés subséquents, sur le fondement de l'article L. 2195-2 du Code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement

présentant les caractéristiques de la force majeure.

- **Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat**

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières.

- **Demandes indemnitaires**

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

- **Modalités de communications en cas de crise sanitaire**

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Échanges dématérialisés »).

## **4.10. Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le cas échéant des marchés subséquents, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par

conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques, intégrées dans son prix ;

- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, le cas échéant des marchés subséquents, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.
- 

#### **4.11. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 40 % du montant initial TTC du bon de commande.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## ARTICLE 5. DÉROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation	Commentaire – objet de la dérogation
1.3.14	Compléments des articles 40 à 42	Motifs supplémentaires de résiliation
4.5.1	14.1.1	Pénalités applicables de plein droit sans mise en demeure préalable
4.5.5	14.1.3	Pas de seuil d'exonération des pénalités